



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 28 (2024)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : déficit public prévu revu à la hausse à 2,7% du PIB en 2024
- ❖ Singapour : croissance du PIB de 2,9% au T2 2024 en glissement annuel
- ❖ Philippines : recul de l'inflation à 3,7% sur un an en juin

LE CHIFFRE À RETENIR

289 Mds\$

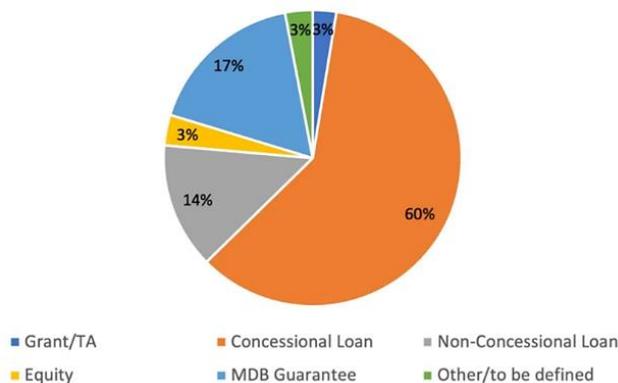
Valeur nette du portefeuille
du fonds singapourien
Temasek en 2023/24 (+2%)

Région

Défis relatifs aux Partenariats de Transition Énergétique Juste (JETP) en Indonésie et au Vietnam

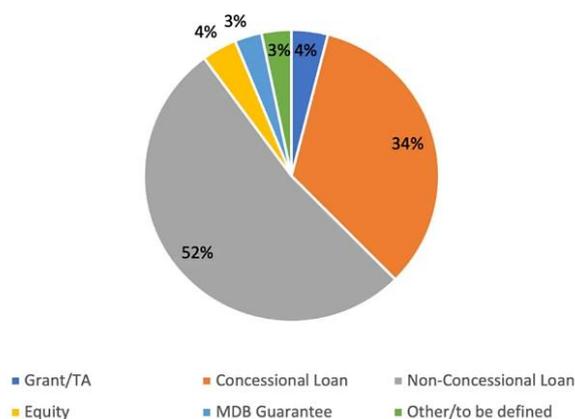
Un récent article de l'ISEAS, institut de recherche basé à Singapour, s'intéresse aux défis auxquels sont confrontés l'Indonésie et le Vietnam, bénéficiaires d'un Partenariat de Transition Énergétique Juste (JETP) depuis 2022. Malgré les fonds déjà reçus (20 Mds USD et 15,5 Mds USD respectivement), ces pays restent confrontés à d'importants déficits de financement pour leur transition, notamment du fait de leur réticence à contracter des prêts non concessionnels pour financer le reste de l'enveloppe JETP. Par ailleurs, les attentes tendent à différer entre récipiendaires et donateurs, les pays bénéficiaires privilégiant la viabilité commerciale de nouveaux projets dans le renouvelable sans volonté d'investir dans le déclassement des centrales à charbon. En Indonésie, des lobbyistes influents du charbon et des subventions publiques substantielles entretiennent la dépendance au charbon, tandis qu'au Vietnam, le gouvernement continue de considérer le charbon comme un facteur de stabilité économique et d'attractivité des IDE, dans un contexte de répression contre les militants écologistes. Malgré ces défis, l'ISEAS souligne que les JETP, en offrant un cadre pour l'Indonésie, le Vietnam et la région, facilitent leur transition énergétique et favorisent un développement inclusif. Il est également probable que les Philippines rejoignent ce mécanisme, comme le suggère une étude récente de la Rockefeller Foundation et de l'Environmental Defense Fund, qui préconise leur participation.

Chart 1 Indonesia JETP Public Finance Breakdown by Funding Mechanism



Source: Just Energy Transition Partnership Indonesia Comprehensive Investment and Policy Plan 2023

Chart 2 Vietnam JETP Public Finance Breakdown by Funding Mechanism



Source: Resource Mobilization Plan: Implementing Vietnam's Just Energy Transition Partnership

Fintech : recul du financement des start-ups au S1-24

Selon un rapport de la plateforme de données Tracxn, le financement des startups fintech en Asie du Sud-Est a poursuivi son déclin depuis son pic du T2-2021. Le financement des technologies financières a chuté de 25% en glissement annuel (g.a) pour atteindre 899 M USD au premier semestre 2024 (S1-24), contre 1,2 Md USD au S1-23. La majeure partie du financement, soit 556 M USD, a été levée au T1, représentant environ 61,8% du financement du premier semestre 2024. La hausse des taux d'intérêt, les conflits en cours, les inquiétudes croissantes sur les valorisations des startups fintech et la baisse de la demande ont rendu la collecte de fonds difficile.

Indonésie

Augmentation du déficit budgétaire prévu pour 2024

Le déficit budgétaire pour l'année 2024 devrait être plus important que prévu, atteignant 2,7% du PIB contre les 2,3% initialement projetés. Cette révision à la hausse est attribuée à une diminution des recettes fiscales par rapport aux prévisions (cf. brèves semaine 26), notamment en raison de la baisse des prix des matières premières affectant les profits des entreprises. Les dépenses de l'État, quant à elles, devraient dépasser le budget prévu de près de 2,6%, principalement en raison des dépenses accrues pour les ministères et les agences gouvernementales ainsi que pour des projets comme la construction de la nouvelle capitale, Nusantara, et les subventions énergétiques. Un récent rapport du Financial Times révèle par ailleurs que le président Prabowo souhaiterait relever la limite du ratio dette / PIB à 50%, si tant est que son administration parvienne à inverser la tendance en augmentant les recettes fiscales.

Difficultés de l'entreprise publique Wijaya Karya

Incapable de poursuivre ses projets sans injection de capital de l'État, l'entreprise estime avoir besoin de 122 M USD supplémentaires pour 2025, alors qu'elle a déjà bénéficié d'une injection de capital de 368 M USD, apportés par l'État indonésien, en mai 2024. Le directeur général de l'entreprise Agung Budi Waskito a expliqué que les pertes nettes enregistrées en 2023, qui s'élèvent à 475 M USD et la dette de Wijaya Karya (dont le montant est quasi cinq fois supérieur à celui de ses capitaux) sont dues principalement aux coûts liés au développement du train à grande vitesse entre Jakarta et Bandung. Sa construction a nécessité l'émission d'obligations pour un montant de 671 M USD en 2023. Le ministère des Entreprises d'État a évoqué des fraudes et une guerre des prix entre entreprises publiques comme sources supplémentaires de difficultés.

Lancement de la feuille de route 2024-2028 pour le renforcement des fonds de pension

L'Autorité des services financiers (OJK) a lancé sa Feuille de route pour le développement et le renforcement des fonds de pension indonésiens 2024-28. Cette initiative vise à rendre l'industrie des fonds de pension plus solide, stable et fiable. Elle repose sur quatre piliers principaux : l'assurance vieillesse pour les travailleurs du secteur privé et les fonctionnaires (pour mémoire, mise en place dans les années 90 et révisée à deux reprises depuis), les programmes de retraites complémentaires, le renforcement de la régulation et de la supervision, et les licences dans le secteur des fonds de pension. Ces piliers sont soutenus par la Loi sur le développement et le renforcement du système financier (P2SK). Les actifs des fonds de pension ont atteint 88 Mds USD en mai 2024, avec 222 gérants de programmes de pension couvrant 28,3 millions de participants, soit près de 20% de la population active. Malgré cette croissance (+8,4% en termes d'actifs sur un an), des défis structurels subsistent, notamment la faible littératie financière et inclusion des fonds de pension, ainsi que des lacunes dans la gestion des investissements et le financement des programmes de pension par les employeurs.

Malaisie

Marché assurantiel ouvert aux opérateurs en ligne

La Banque nationale malaisienne (BNM) a publié le 9 juillet un règlement encadrant les activités d'assurance en ligne, ouvrant la voie à l'entrée de nouveaux acteurs, sous réserve de l'obtention d'un accord préalable du ministère des Finances. Les demandes d'agrément pourront être déposées au cours de la période allant du 2 janvier 2025 au 31 décembre 2026. Les candidats devront disposer d'un capital libéré d'un minimum de 6,4 M USD et se conformer à l'ensemble des exigences prudentielles déjà applicables au secteur assurantiel. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du schéma directeur pour le secteur financier 2022-26 qui vise notamment à élargir l'accès et l'offre en assurance. À ce jour, seules 15% des PME et 25% des travailleurs adultes appartenant à des ménages à faibles revenus (contre 59% pour l'ensemble des travailleurs) disposent d'une assurance dommages ou d'une assurance vie selon la BNM. Le secteur assurantiel malaisien, qui emploie 41 000 personnes, compte 33 entreprises d'assurance, 7 opérateurs Takaful (assurance islamique), 7 réassureurs, ainsi que 23 sociétés de courtage. Le montant total de ses actifs s'élevait en 2023 à 182,7 Mds USD (dont 16% Takaful) représentant 42,2% du PIB.

Introduction d'un ticket modérateur dans les polices d'assurance santé

L'ensemble des organismes privés exerçant une activité d'assurance santé devront proposer à leurs clients, à partir du 1^{er} septembre, des polices incluant une participation aux frais médicaux d'au moins 5% ou d'un montant minimum de 106 USD (500 MYR). L'objectif est d'assurer la soutenabilité du secteur alors que les frais médicaux ont augmenté de 12,6% en 2023 selon la Banque nationale malaisienne (BNM). Les commissions versées à des agents d'assurance, qui entrent dans le calcul des primes, sont plafonnées à 15% du montant des cotisations pour les polices dont le renouvellement est annuel.

Acquisition du groupe français Saur dans le secteur de l'eau en Malaisie

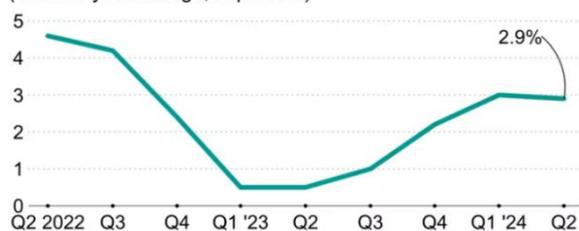
Le groupe SAUR, spécialisé dans la gestion des services d'eau et d'assainissement, a annoncé le 4 juillet l'acquisition, via sa filiale néerlandaise Nijhuis Saur Industry (NSI), de 75% du capital de la société d'ingénierie malaisienne Industrial Water Engineers (IWE). La transaction devrait être finalisée au quatrième trimestre 2024, sous réserve des autorisations réglementaires. Cette opération doit permettre au groupe français de renforcer son offre de services et sa présence dans la région, avec pour objectif la réalisation d'un chiffre d'affaires de 100 M EUR d'ici 2026. IWE deviendra le centre régional de NSI pour l'Asie-Pacifique, aux côtés des bureaux de Saur à Singapour et en Corée du Sud.

Singapour

2,9% de croissance du PIB sur un an au T2 2024

Le PIB de Singapour a progressé de 2,9% sur un an au T1 2024, après avoir déjà augmenté de 3,0% (chiffre révisé) au trimestre précédent. Cette première estimation dépasse la prévision médiane des analystes interrogés par

Singapore's GDP growth
(Year-on-year change, in percent)



Source: Department of Statistics Singapore

Reuters, qui s'établissait à +2,7%. Porté par les exportations, le secteur manufacturier s'est relevé au T2, avec une progression de 0,5% en g.a., contrastant avec la contraction de 1,7% du trimestre précédent. La production dans le secteur des services, plus orienté vers le marché intérieur, a augmenté de 3,3%, tandis que celle du secteur de la construction a augmenté de 4,3%. La croissance du secteur de la construction a été « soutenue par une augmentation de la production du secteur public », a indiqué le ministère. Singapour prévoit que son économie connaîtra une croissance comprise entre 1 et 3% cette année, grâce notamment à la reprise de la demande mondiale en semi-conducteurs. Pour mémoire, la croissance avait ralenti à +1,1% en 2023 contre +3,8% en 2022.

Croissance des actifs de Temasek en 2023/24

Temasek, importante société d'investissement de Singapour, parfois considéré comme l'un de ses deux grands fonds souverains avec GIC, a vu ses actifs sous gestion rebondir cette année après une période difficile, avec une croissance de ses encours de 2% pour atteindre ~289 Mds USD à la fin de l'exercice 2023-2024. Les investissements

aux États-Unis et en Inde ont été particulièrement rentables, tandis que les placements en Chine ont été moins performants en raison du ralentissement économique. Temasek ajuste d'ailleurs sa stratégie d'investissement en Chine, en donnant la priorité aux entreprises axées sur le marché intérieur plutôt qu'à celles fortement dépendantes des exportations dans un contexte de risques géopolitiques croissants. Temasek a consacré sur l'exercice 2023-2024 près de 19 Mds USD à des secteurs clés tels que la technologie, les services financiers, le développement durable, la consommation et la santé, avec des initiatives notables comme Alpha Intelligence Capital et l'agritech avec Sevia Capital. Un peu plus de la moitié de ses actifs (52%) sont dans le private equity. Fondée en 1974, Temasek a surmonté divers cycles économiques et se focalise sur l'international depuis 2002 sous la direction de Ho Ching.

Transition accélérée vers la mobilité électrique

Volt Singapore construira le plus grand centre de recharge rapide pour véhicules électriques de l'ASEAN à Singapour, comprenant jusqu'à 80 points de recharge pour les bus, les taxis et les voitures privées. Le projet, attribué par ComfortDelGro, s'étendra sur 15 ans et devrait être achevé début 2026 dans l'ouest de Singapour. Les points de recharge auront jusqu'à 360 kW de capacité, offrant des recharges rapides en 10 minutes pour les voitures électriques. À compter du 1er janvier 2025, Singapour mettra par ailleurs fin à l'immatriculation de nouvelles voitures et taxis diesel et vise une transition totale aux véhicules électriques d'ici 2040.

Vietnam

Deux scénarios officiels de croissance en 2024

Selon le ministère du Plan et de l'Investissement (MPI), le premier scénario prévoit une croissance de 6,5%, conforme à l'objectif fixé par l'Assemblée nationale. Le second, plus optimiste, envisage une croissance de 7%, grâce à une reprise rapide des investissements privés et publics, une forte dynamique des IDE, des exportations robustes, ainsi qu'une amélioration du tourisme et de la consommation. Le MPI souligne l'importance d'améliorer l'environnement juridique, de promouvoir l'investissement, la consommation, l'exportation, et la transition numérique et verte. L'économie a déjà progressé de 6,9% au premier semestre, et pourrait dépasser l'objectif annuel de 6,5%.

Henley & Partners : plus forte croissance du nombre de millionnaires au monde

Selon un rapport présenté par la société britannique Henley & Partners, entre 2013 et 2023, le nombre de millionnaires vietnamiens a doublé pour atteindre 19 400, soit le taux de croissance le plus rapide au monde, dépassant le taux enregistré en Chine (92%), en Inde (85%) et aux États-Unis (62%). Le pays compte également 58 « centimillionnaires » (ceux qui disposent d'un patrimoine de 100 M USD ou plus) et six milliardaires. Le rapport indique également que le Vietnam connaîtra une croissance de 125% de sa richesse au cours des 10 prochaines années, soit le taux le plus élevé au monde.

Difficultés des banques commerciales à vendre les garanties immobilières des emprunteurs défaillants en raison du ralentissement du marché immobilier

Des biens, y compris des propriétés à Hanoi et Nha Trang, des hôtels et resorts à Hoi An, Danang et Phu Quoc sont mis aux enchères à des prix réduits sans rencontrer d'acquéreurs. Ces derniers sont réticents en raison des problèmes juridiques possibles avec les propriétaires et les prix élevés que les banques fixent pour tenter de récupérer intégralement leurs prêts. Avec 70% des garanties constituées de biens immobiliers, le secteur bancaire fait face à des créances douteuses importantes, aggravées par des scandales financiers récents, notamment l'affaire du groupe Van Thinh Phat

Thaïlande

Croissance des réserves pétrolières à court terme malgré un déclin structurel

Malgré un déclin structurel de ses réserves de pétrole, la Thaïlande a réalisé une augmentation notable de ses réserves en 2022, qui se poursuit. En effet, la production totale de pétrole brut du pays a augmenté de 2,8% g.a. au T1 2024 (78 000 barils/jour) et la croissance pour 2024 est prévue à 3% g.a. (77 000 barils/jour). PTTEP, qui détient 57% des réserves totales de condensats (hydrocarbures légers produits conjointement avec du gaz naturel ou du pétrole) du pays, a permis d'augmenter ses réserves grâce à une hausse de l'activité de forage dans le golfe de la Thaïlande. En revanche, ce n'est pas le cas de toutes les entreprises puisque Chevron a vu ses réserves de pétrole et de condensats baisser de 45% et 51% respectivement entre 2022 et 2023. Les prix restent pour l'instant élevés et stables, permettant la poursuite des activités, mais l'absence de nouvelles découvertes risque de freiner l'investissement à long terme. L'exploitation de deux champs (Erawan et Sirikit) qui ont un potentiel de croissance à court terme pourrait permettre un nouveau sursis à la Thaïlande.

Amélioration des services de gestion de la navigation aérienne prévue

Le vice-ministre des Transports Surapong a annoncé que la Thaïlande s'engageait à améliorer l'efficacité de ses services de gestion de la navigation aérienne, à travers l'entreprise publique Aerothai. Cela fait suite aux annonces du Premier ministre Srettha qui souhaite que la Thaïlande devienne un hub régional de l'aviation, notamment en développant sa collaboration avec la Chine. En effet, cette dernière est devenue un partenaire d'échange majeur puisqu'un nombre record de 86 150 vols internationaux est prévu entre les deux pays en 2024, soit une hausse de 126% par rapport à 2023. Aerothai a été chargée de développer son système technologique afin de suivre et d'adapter la gestion de la navigation à la hausse du trafic, notamment par la construction d'un deuxième système de gestion du trafic aérien. Le système national de gestion du trafic aérien actuellement utilisé par Aerothai a été livré par Thales en 2020.

Philippines

Recul de l'inflation à 3,7% en juin 2024

Après quatre mois consécutifs d'accélération, l'inflation globale des Philippines a ralenti à 3,7% en glissement annuel en juin 2024, contre 3,9% en mai. Cette baisse est principalement due à la diminution des hausses des coûts du logement, de l'eau et de l'énergie, qui ont chuté de 0,9% en mai à 0,1% en juin. De même, les augmentations des prix des transports et des services de restauration et d'hébergement ont ralenti, passant respectivement de 3,5% à 3,1% et de 5,3% à 5,1%. Toutefois, l'inflation des produits alimentaires s'est accélérée à 6,5% en juin, contre 6,1% le mois précédent, tirée par la hausse des prix des légumes, tubercules et légumineuses (7,2% contre 2,7%) et de la viande (3,1% contre 1,6%). Les principaux contributeurs à l'inflation demeurent les aliments et boissons non alcoolisées, représentant 61,9% de l'inflation totale, avec une part de 45,2% attribuée à l'inflation sur le prix du riz. Il est cependant à noter que cette inflation du riz a baissé à 22,5% en juin contre 23% en mai, marquant le troisième mois consécutif de ralentissement de l'inflation sur le riz.

L'importation de riz en hausse au premier semestre

Selon les données du Bureau of Plant Industry, les importations de riz du pays ont dépassé les 2,3 M de tonnes métriques (MMT) au premier semestre de 2024. Cela représente une augmentation de 24% du volume des importations en glissement annuel (1,86 MMT enregistré au S1 2023). Le Vietnam demeure la principale source d'importation de riz avec 1,71 MMT soit 74% des importations totales, suivi de loin par la Thaïlande avec 0,35 MMT soit 15% des importations totales. Parmi les 157 importateurs de riz aux Philippines BLY Agri Venture Trading, Orison Free et Macman Rice and Corn Trading se partagent 18% des importations. Cette hausse des importations souligne la dépendance croissante des Philippines aux fournisseurs étrangers pour combler le déficit de la production nationale de riz.

Soutien financier pour les projets de lutte contre les changements climatiques atteignant 13,5 Mds USD

En juin 2024, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (DENR) a rapporté que le soutien technique et financier aux initiatives climatiques des Philippines dans le cadre de l'Accord de Paris a atteint 13,5 Mds USD. Les actions climatiques du pays, telles que définies dans le National Adaptation Plan (NAP) et les Contributions Déterminées au Niveau National (CDN), bénéficient de la collaboration de 31 partenaires de développement à travers 94 projets. Parmi ces projets, 23 sont financés par des prêts, représentant près de 13 Mds USD. Le secteur des transports absorbe la majeure partie des financements avec 11,8 Mds USD alloués à 21 projets en cours et deux projets à venir. Le secteur de l'énergie a bénéficié de 1,1 Md USD d'investissements tandis que les secteurs des déchets et des procédés industriels ont respectivement obtenu 11,8 M USD et 9,2 M USD. D'autre part, le secteur agricole a reçu 81 M USD de subventions pour soutenir l'amélioration des moyens de subsistance et le développement de technologies agricoles innovantes.

Cambodge

De la richesse des nations, cambodgienne et française

La deuxième édition du Forum d'affaires France-Cambodge s'est déroulée les 8 et 9 juillet à Phnom Penh, et le 10 à Sihanoukville. Ouvert par le Premier ministre Hun Manet, le Forum lui a donné l'occasion de remercier et d'encourager les entreprises françaises à s'installer au Cambodge. Pour mémoire, le commerce bilatéral s'élevant à 1,4 Md EUR, la France est le 2^{ème} partenaire économique européen du Royaume après l'Allemagne. Outre deux vice-Premiers ministres, ont également participé au Forum plusieurs ministres (commerce ; industrie, sciences, technologies et innovation ; agriculture ; santé ; et travaux publics et des transports). Avec 260 participants, dont 180 Français, cet événement était destiné à offrir une meilleure appréhension du marché cambodgien, à interagir avec les ministres, mais également entre entreprises cambodgiennes et françaises. Geoffroy Roux de Bézieux, président d'honneur du MEDEF et président de l'Alliance des patronats francophone et François Corbin, représentant spécial du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères avaient fait le voyage. Souhaitons que ce Forum donne lieu à des nouveaux projets, en attendant la 3^{ème} édition prévue en 2026, année au cours de laquelle le Cambodge pourrait bien accueillir le XX^{ème} et prochain sommet de la francophonie.

Poursuite de la croissance du commerce extérieur

Les échanges extérieurs du Cambodge ont atteint un peu plus de 26 Mds USD au cours du premier semestre 2024, en hausse de 12,7% par rapport au premier semestre 2023, selon la douane cambodgienne. Les exportations cambodgiennes ont augmenté de 12,6% à 12,3 Mds USD et les importations de 12,8% à 13,8 Mds USD. Les exportations de vêtements, chaussures et produits de voyage se sont élevées à un peu plus de 6 Md USD (+17%). Les exportations de produits agricoles (céréales, fruits et légumes) ont poursuivi leur croissance pour atteindre 2,1 Mds USD (+28%) et celles du caoutchouc 599,6 M USD (+85,1%). Cependant, la filière de machines et équipements électriques et de produits connexes a enregistré une baisse de 37,4% de ses exportations à 993,2 M USD. Quant aux importations, elles restent tirées par les intrants textiles (2,6 Mds USD, +21%), les hydrocarbures (2 Mds USD, +17,6%), les équipements électriques/électroniques et produits mécaniques (1,7 Md USD, +16%). La concentration géographique des échanges commerciaux du Cambodge demeure importante, avec de forts déficits vis-à-vis de la Chine et de forts excédents avec les Etats-Unis et l'UE. Le pays a donc enregistré un déficit commercial de 1,5 Md USD au cours de cette période, contre -764,7 M USD en janvier-juin 2023.

Déclaration pour l'installation de panneaux solaires

L'Autorité de l'électricité du Cambodge (AEC), sous tutelle du ministère des Mines et de l'Energie, a appelé de nouveau les utilisateurs de panneaux solaires photovoltaïques en toiture à déclarer et enregistrer toute installation connectée au réseau public. Toutefois, l'application de tarifs de compensation ne concerne, à ce stade au moins, que celles d'une capacité supérieure à 10 kWc. Pour mémoire, en avril 2023, avait été publiée une réglementation sur l'installation de panneaux solaires PV, spécifiant que l'injection de

l'électricité excédentaire était possible à condition que cela ne pose pas de problème en termes de stabilité. Une autorisation doit être obtenue de l'AEC, aux termes d'une évaluation sur dossier et de contrôles. Des tarifs de « compensation » sont alors dus à Electricité du Cambodge et des quotas d'installation par zone seront déterminés par l'AEC. Cette politique vise officiellement à rétablir une équité entre sites disposant ou non de panneaux solaires. Elle est toutefois largement contestée, et pas seulement par la population. On constate que malgré l'énorme potentiel de l'énergie solaire photovoltaïque – estimée à 20 GWc à l'échelle du pays, son développement reste modeste. Il ne représentait que 5% du bouquet énergétique en 2023.

Laos

L'ASEAN au secours des travailleurs migrants ?

Au titre de sa présidence de l'organisation, le Laos souhaite faire adopter par ses partenaires des règles favorables aux travailleurs migrants – y compris un droit à la formation professionnelle -, notamment laotien. Les travailleurs bénéficieraient des mêmes droits que les nationaux dans chaque pays d'accueil. Une sorte de directive Bolkestein à l'envers ? Certains pays de l'ASEAN profitent pourtant très largement de ce volant de main d'œuvre peu chère. En tout état de cause, ces travailleurs migrants, qui représentent près de 10% de la population laotienne, présentent de nombreux avantages pour Vientiane. Les transferts qu'ils envoient au Laos permettent souvent à leur famille de survivre au milieu d'une crise économique qui perdure. Sur un plan plus large, ils représentent d'importantes entrées de devises (pour mémoire, ils représentaient 1,6% du PIB en 2019). Enfin, Vientiane escompte toujours qu'une partie de ces travailleurs reviendra au pays, ramenant quelque économie et de nouvelles compétences. L'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre est en effet une priorité du gouvernement laotien.

Le riz au cœur

Le riz constitue une production de base puisque 80% des fermiers laotiens en produisent sur 60% des terres arables, ne serait-ce que de modestes quantités. C'est une consommation alimentaire essentielle puisque les Laotiens en mangent 160 kg/an en moyenne (contre 7 kg/an en France). Mais, les conséquences du changement climatique s'ajoutent aux difficultés traditionnelles affectant la culture du riz : manque et prix des intrants, connaissances techniques limitées, pertes après les récoltes, atomisation de la production... Justement, le Laos souhaiterait voir sa production augmenter à 4,2 Mt d'ici 2030, afin d'en exporter 1,6 Mt tout en assurant la sécurité de ses propres approvisionnements. Pour cela, les autorités comptent sur des coopérations mises en œuvre avec l'appui de l'International Rice Research Institute (IRRI). Ayant son siège aux Philippines, cette ONG soutient des initiatives, y compris privées, permettant un développement de la culture de riz productifs et de qualité, destinés à améliorer la sécurité alimentaire comme économique, tout en préservant l'environnement. Cela passe notamment par de nouvelles techniques culturales, de meilleures variétés, une réduction des besoins en eau... L'institut fait lui-même partie du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), promu par la Banque mondiale et basé à Montpellier.

Birmanie

Myanmar-Thaïlande : une coopération dans le secteur énergétique

Un protocole d'entente a été signé le 6 juillet 2024 entre une société locale, CAG Engineering Co Ltd, un producteur d'électricité indépendant (IPP) faisant partie du groupe de sociétés CAG et plusieurs sociétés d'experts techniques du secteur électrique thaïlandais, notamment PEA Encom, I Power, R & J, Mega Prime Group et Z Carbon. Cet accord vise à explorer et développer le solaire, l'éolien, l'hydroélectricité et le gaz naturel. L'accord porte également sur la production future d'énergie géothermique. CAG se concentre principalement sur le développement de l'énergie solaire, dirigeant 5 projets solaires d'une capacité combinée de 210 MW. Le premier d'une capacité de 90 MW a déjà été mis en œuvre dans la zone de Nay Pyi Taw, et de futurs projets sont prévus dans les régions d'Ayeyawaddy (delta), de Mandalay et de Magway (centre du pays) ainsi que dans le sud de l'Etat Shan (nord-est du pays).

Baisse des échanges en volume au T1 de l'année fiscale 2024-2025 avec un léger excédent commercial

Selon les statistiques du ministère du Commerce, les échanges commerciaux pour le premier trimestre de l'année fiscale 2024-25 (avril-juin) ont diminué de 18% à 6,8 Mds USD avec un excédent commercial de 255 M USD (3,5 Mds USD d'exportations et 3,3 Mds USD d'importations). Les exportations ont reculé de 6% à 3,5 Mds USD, baisse qui affecte la quasi-totalité des postes d'exportation à l'exception des produits agricoles (39% de l'exportation), plus dynamiques avec +65% comparé à l'an dernier. Les importations diminuent aussi de 28% à 3,3 Mds USD, portées principalement par les achats de biens intermédiaires comme les produits pétroliers et les matières premières industrielles (54% de l'importation à 1,8 Mds USD et baisse de 19%). À noter que le commerce frontalier a enregistré une baisse importante de 51% sur la même période, due principalement à l'intensification du conflit dans les zones frontalières depuis l'automne. La Thaïlande reste toujours le premier partenaire en termes d'échanges transfrontaliers (737 M USD soit une baisse de 57% par rapport à l'an dernier) suivie de la Chine (586 M USD soit une baisse de 39%). Pour faire face à la baisse du commerce frontalier terrestre, le gouvernement a lancé le développement du transport maritime via porte-conteneurs entre Rangoun (Birmanie) et Ranong (sud de Thaïlande) via Kawthoung (sud de la Birmanie).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr